



MAIRIE DE LES-ARCS-SUR-ARGENS

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal Du 05 février 2024

Délibération n° 24.01.13 - Remboursement des frais de missions

L'an deux mille vingt-quatre le cinq février à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de LES ARCS Var, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Salle du Conseil, sous la présidence de Mme Nathalie GONZALES, Maire.

Date de la convocation : mardi 30 janvier 2024

Présents :

Nathalie GONZALES, Olivier POMMERET, Christophe FAURE, Geneviève DIBO, Frédéric LAMAT, Marie-pierre CHARLES, Stéphane HUDDLESTONE, Damien LOMBARD, Francine DOLLA, Nathalie CHALOPIN, Sophie BONNAUD, Philippe COTTE, Christophe MELET, Léo DOMERGUE, Laurent BONZI, Emilie GROSSI-WAGNER, David ROLFI, Nicolas DATCHY, Nadia ZEGRE

Absents :

Floris GRANDVARLET, Amélie BOURCET, Cindy FORTERRE-ROL, Bouchra EDDADSI BARQANE, Pierre KESTEMONT, Christophe CHAVERNAS

Procurations :

VIRQUIN Christelle a donné pouvoir à POMMERET Olivier, CHALOT-FOURNET Christine a donné pouvoir à GONZALES Nathalie, LEQUENNE Fabienne a donné pouvoir à ZEGRE Nadia, DURANDO Julien a donné pouvoir à ROLFI David

Nombre de conseillers				
En exercice	Présents	Absents	Procurations	Votants
29	19	6	4	23

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991,

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu l'arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 29 novembre 2023,

Les agents territoriaux peuvent être amenés à se déplacer pour les besoins du service ou pour se former en dehors de leur résidence administrative et de leur résidence familiale, le cas échéant prétendre au remboursement des frais de missions.

Dans le cadre d'une bonne gestion des deniers publics, tout déplacement doit être réalisé avec un véhicule de service de manière préférentielle et dans le respect des règles ci-dessous énoncées.

Toutefois, dans les cas où l'utilisation du véhicule de service n'est pas possible, la prise en charge des frais de déplacement, de restauration et d'hébergement des agents territoriaux est effectuée en application des décrets du 25 juin 1992, du 19 juillet 2001, du 3 juillet 2006, du 14 mai 2009 et du 26 février 2019.

Pour mémoire, les déplacements hors de la résidence administrative (commune dans laquelle se situe le service d'affectation d'un agent public) et de la résidence familiale (commune dans laquelle se situe le domicile d'un agent public), ainsi que les remboursements afférents des frais occasionnés, sont autorisés par ordre de mission ou à l'appui d'une convocation.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, d'instaurer par délibération, le régime d'application des indemnités de mission.

Cette dernière doit notamment définir le barème des taux du remboursement des frais et taxes d'hébergement dans la limite du taux prévu pour les agents de l'Etat (par l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé).

Elle peut également, par dérogation à la prise en charge forfaitaire des frais de repas, prévoir la prise en charge des frais de repas effectivement engagés par l'agent (au réel), sur production des justificatifs de paiement auprès du seul ordonnateur, dans la limite du taux applicable aux agents de l'Etat.

A la date d'entrée en vigueur de cette délibération, les montants des indemnités de mission sont ceux définis dans l'annexe sur la base d'un remboursement au réel, en application de l'arrêté du 20 septembre 2023

Il est également proposé de modifier les conditions de remboursements en les intégrant directement dans la paie des agents à compter du 1er janvier 2024. Tous les remboursements devront faire l'objet d'un état récapitulatif de la dépense et accompagnés des pièces justificatives.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- D'adopter les modalités de prise en charge et de remboursement des frais de mission applicables aux agents territoriaux,
- D'inscrire au budget les crédits correspondants,
- De dire que les dispositions ci-dessus évolueront automatiquement au regard de la réglementation en vigueur,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

Le Maire,

Nathalie GONZALES